

Les zones assiégées au Soudan : faim, oppression et obstruction de l'aide

27 octobre 2025

Le conflit au Soudan, maintenant à sa 3^e année, a déplacé 12 millions de personnes et provoqué la plus vaste crise humanitaire au monde à l'heure actuelle. La guerre est marquée par des atrocités de masse, l'entrave à l'action des acteurs humanitaires internationaux et locaux, la violence sexuelle systématique et l'utilisation de la famine comme arme de guerre.

Avec la [chute d'El-Facher aux mains des Forces de soutien rapide \(FSR\)](#) à la fin octobre, les atrocités de masse contre la population civile se poursuivent.

La communauté internationale, y compris le gouvernement du Canada, doit intervenir de façon décisive et presser tous les acteurs et acteurs extérieurs de mettre fin à la guerre.

Elle doit utiliser son pouvoir d'influence – fondé sur ses relations diplomatiques et commerciales avec des acteurs extérieurs – pour réclamer l'accès à l'aide humanitaire, la prise de responsabilité et la protection des populations civiles. Elle doit augmenter le financement humanitaire pour le Soudan, en privilégiant du financement flexible pour soutenir le travail des groupes d'action locale.

Le 9 octobre, le [Groupe de travail de la société civile canadienne sur le Soudan](#) a tenu une réunion d'information confidentielle sur la crise au Soudan avec quatre panélistes expert-e-s représentant la société civile féministe soudanaise, des organisations humanitaires internationales et des réseaux d'intervention d'urgence de la base. Les quatre jouent un rôle actif pour répondre à la crise.

Ce document résume l'information transmise par ces expert-e-s.

Les panélistes ont partagé des informations de première main sur :

1. Le déplacement des zones de conflit et les dynamiques politiques à l'œuvre au Soudan
2. Le Darfour et le siège d'El-Facher
3. Le Kordofan et le siège de Kadugli et de Dillinj
4. Le coût dévastateur pour les femmes et les filles partout au Soudan
5. Les difficultés auxquelles se butent l'aide humanitaire et ses acteurs
6. Les dimensions géopolitiques de la guerre
7. Des recommandations clés pour la communauté internationale

Pour des raisons de sécurité, la réunion d'information s'est déroulée selon la règle de Chatham House. Les informations partagées ne doivent pas être attribuées aux panélistes ou aux organisations. Pour un suivi ou des contacts avec les panélistes, contacter Amani Khalfan, coprésidente du groupe de travail, à akhalfan@interpares.ca

Pour plus de ressources : La société civile canadienne a émis plusieurs déclarations et revendications conjointes. Voir : [64 organisations de la société civile demandent au Canada de répondre à la crise au Soudan](#) (11 décembre 2024) et [11 organisations de la société civile appellent à la fin de la crise dans l'ouest du Soudan](#) (12 septembre 2025).

1. Le déplacement des zones de conflit et les dynamiques politiques à l'œuvre au Soudan

Depuis le début 2025, l'épicentre de la guerre s'est déplacé quand les Forces armées soudanaises (FAS) ont repris le contrôle de zones du centre et du nord du Soudan, dont les États de Khartoum et de Gezira, et repoussé les Forces de soutien rapide (FSR) plus loin vers l'ouest du Soudan. Les combats ont déplacé des millions de civils du Darfour et du Kordofan, alors que les FSR et leurs alliés se battent pour consolider leur contrôle sur ces régions.

Les blocus, la famine et la violence ont piégé des centaines de milliers de personnes de plus à El-Facher, Kadulgi et Dillinj.

Au-delà des « deux généraux »

On présente souvent le conflit au Soudan comme une guerre civile entre les leaders des FAS et des FSR – c'est une simplification dangereuse.

Le conflit a pris une dimension régionale et internationale. Des acteurs extérieurs ayant intérêt à perpétuer le conflit fournissent des fonds, des armes et du soutien logistique aux belligérants.

Parmi les pays impliqués, citons notamment les Émirats arabes unis (ÉAU), la Russie, la Chine, l'Égypte, le Qatar, la Turquie, le Tchad, l'Éthiopie, la Libye et le Soudan du Sud. Ce soutien extérieur a enlisé le conflit, où s'affrontent par procuration des pouvoirs régionaux et mondiaux. Toute résolution doit tenir compte de ces dynamiques géopolitiques plus larges.

Nouvelles formations politiques et risques de fragmentation

Février 2025 a vu naître une coalition politique menée par les FSR, [l'Alliance fondatrice du Soudan \(en arabe, Tasees\)](#), qui veut s'imposer comme appareil de gouvernance. Elle englobe le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord, faction al-Hilu (MPLS-N).

Les principaux belligérants au Soudan se disputent la souveraineté. La légitimité extérieure et le contrôle de l'aide humanitaire sont devenus des facteurs clés de la guerre, piégeant les groupes d'action locaux et internationaux entre les feux croisés des parties au conflit. L'aide humanitaire est devenue une véritable arme de guerre.

« On néglige la crise au Soudan. Je ne dirais pas qu'on l'oublie. Mais la situation actuelle trouve peu d'écho dans la communauté internationale et dans les médias. C'est pourquoi nous sommes confrontés à tous ces défis aujourd'hui. »

2. Le Darfour et le siège d'El-Facher

« Au Darfour du Nord, le blocus est total. On parle de crimes contre les humanitaires. Je tiens à répéter que cette crise humanitaire pourrait être réglée sur-le-champ. Les belligérants utilisent délibérément des procédures bureaucratiques et obstructionnistes pour priver la population d'une aide vitale dont elle a désespérément besoin. »

Importance stratégique

Doté de vastes ressources (or, bétail, hydrocarbures), le Darfour est depuis longtemps marginalisé et militarisé. L'épicentre du conflit est maintenant El-Facher, capitale du Darfour du Nord et dernière grande ville du Darfour à échapper au contrôle total des FSR. C'est le champ d'opération de plusieurs groupes armés.

Le siège d'El-Facher

Les FSR ont [élevé un mur de plusieurs mètres autour d'El-Facher](#), avec quelques points de sortie strictement contrôlés. Les civils qui tentent de s'échapper s'exposent à l'extorsion, aux violences sexuelles, à l'enlèvement ou à l'exécution aux postes de contrôle. Ceux et celles qui fuient vers des villes comme Tawila ne trouvent guère de répit, car les ressources sont rares.

Effondrement humanitaire

La famine est décrite par les intervenants locaux comme « plus que catastrophique ». Les enfants meurent lentement de faim et de maladie, tandis que les bombardements tuent sur-le-champ. On fait entrer en secret de petites quantités de nourriture, mais ça ne comble en rien les besoins de centaines de milliers de personnes. Ceux et celles qui prennent le risque de faire passer clandestinement de maigres provisions alimentaires et des médicaments risquent d'être exécuté-e-s.

« Nous avons une image complète de l'utilisation de la famine comme arme contre la population. »

Salles d'intervention d'urgence (emergency response rooms, ERR)

Les ERR sont des réseaux d'entraide locaux gérés par des bénévoles partout au Soudan. Ce travail leur a valu en 2025 le prix Light Livelihood, aussi appelé Nobel alternatif, mais l'ampleur des besoins dépasse de loin leurs capacités. Même dans les zones assiégées et malgré des risques immenses, les ERR continuent à :

- Organiser des cuisines collectives pour nourrir la population touchée par le conflit
- Fournir des services médicaux de base
- Organiser des évacuations vers les zones plus sûres, comme Tawila

3. Kordofan et le siège de Kadugli et Dillinj

« Une chose qui me trouble de façon incroyable, c'est le silence total autour de la catastrophe au Kordofan du Sud. »

Le Kordofan du Sud a survécu à des décennies de conflit, notamment dans les Monts Nuba, laissant sa population déjà profondément vulnérable.

- Kadugli (capitale du Kordofan du Sud) et Dillinj sont assiégées depuis des mois par les FSR et le MPLS-N. Des panélistes estiment que 250 000 à 300 000 personnes sont prises au piège.
- La population civile affronte la famine, les épidémies de choléra et l'effondrement des soins de santé. Les enfants sont les premiers à en souffrir.
- Plusieurs survivent en mangeant des feuilles, du gazon, des vers de terre et des écorces.
- L'agriculture a presque disparu dans le Kordofan du Sud. Les fermetures de routes et la présence des groupes armés empêchent les familles de se rendre à leurs champs.
- Le prix des produits de base comme le sorgho atteint des sommets inégalés depuis que les FAS monopolisent l'approvisionnement.

Effondrement humanitaire

- Les marchés locaux sont détruits et les chaînes d'approvisionnement brisées. Les quelques produits disponibles sont hors de prix et les liquidités se tarissent.
- On bloque maintenant l'entrée clandestine de denrées par chameau ou par *rickshaw*.
- Les cuisines collectives ont fermé faute d'approvisionnement.
- Dans leur fuite à pied pendant des semaines vers les Monts Nuba, les familles se font souvent blesser ou dépouiller.

Répression de l'intervention locale et internationale

- Les FAS ont arrêté des dizaines d'humanitaires et de commerçant-e-s qui tentaient de faire entrer de la nourriture clandestinement.
- L'aide humanitaire est au point mort. Les FSR stoppent les convois de l'ONU qui essaient de traverser d'el-Obeid (Kordofan du Nord) vers Kadugli.
- De l'unique livraison rapportée depuis mai 2025, seuls trois camions de l'ONU ont atteint Kadugli et Dillinj en septembre, après avoir été bloqués pendant des mois.
- On cible et on réduit au silence les journalistes, les groupes d'action locale et le personnel de santé.
- On limite les communications; le matériel Starlink est contrôlé par des agents des FAS.

4. Le coût dévastateur pour les femmes et les filles partout au Soudan

« Les femmes et les filles du Soudan ont démontré leur résilience. Et leur résilience a été éprouvée au-delà des limites humaines. Nous devons nous engager à entendre leurs voix, répondre à leurs besoins et assurer leur protection. »

Partout au Soudan, les femmes et les filles sont exposées à des vulnérabilités intersectionnelles :

- La violence sexuelle – viol, harcèlement et exploitation – est une arme de guerre systématique pour toutes les parties. Les survivantes n’ont ni protection, ni justice, ni soins médicaux.
- La guerre a déplacé 25 % de la population soudanaise, la privant de revenus et de moyens de subsistance. Des millions de femmes sont responsables de foyers dans les zones de déplacement.
- Même dans les zones dites *sûres* de l’est et du centre du Soudan, on craint les pénuries de nourriture et les famines. Les femmes manquent d’accès aux installations sanitaires, à l’eau potable et à l’alimentation.
- Pris pour cibles, les systèmes de santé se sont effondrés, privant les femmes de soins de santé maternelle, de services de santé reproductive ou de produits sanitaires.
- L’éducation est décimée, les écoles sont détruites ou peu sûres. Redoutant la violence, les familles gardent souvent les filles à la maison. Les mariages forcés et les mariages d’enfants se multiplient.
- Le traumatisme psychologique est généralisé et il y a peu de soutien en santé mentale.

Des organisations soudanaises menées par les femmes mènent des interventions pour :

- Soutenir les cuisines collectives, distribuer des troussees sanitaires et offrir du soutien psychosocial et des services de santé primaires.
- Documenter la violence fondée sur le genre.
- Soutenir les interventions locales dans une perspective féministe.

5. Les difficultés auxquelles se butent l’aide humanitaire et ses acteurs

« Le Soudan vit ses heures les plus sombres au moment où le niveau de soutien des donateurs et donatrices est à son plus bas depuis le début de la guerre. »

Obstruction et utilisation comme arme

- Les convois humanitaires sont régulièrement bloqués, pillés ou attaqués. Les groupes d’intervention locaux sont directement pris pour cible. Plus de 35 travailleurs et travailleuses humanitaires ont été tué-e-s depuis le début de l’année 2025.

- Les FAS et les FSR utilisent la famine comme arme de guerre, bloquant l'aide aux populations civiles.
- La [plateforme ALPS](#), qui devait régler les problèmes d'accès à l'aide humanitaire par voie diplomatique, n'a pas produit de résultats tangibles depuis plus d'un an.

Effondrement du financement

- Le soutien des donateurs internationaux a chuté. Le Fonds d'intervention humanitaire au Soudan n'est financé qu'à hauteur de 23 %.
- Avec l'interruption du financement des É.-U. et le déclin des contributions de l'Europe, des programmes ont dû interrompre leurs activités.

Neutralité en péril

- Les belligérants considèrent le contrôle de l'aide comme un outil pour asseoir leur légitimité.
- Les ONG sont coincées entre les exigences des camps opposés, ce qui compromet la neutralité de l'aide humanitaire.

L'action locale comme bouée de sauvetage

- Les programmes de transfert d'argent à petite échelle destinés aux groupes d'action locale ont démontré leur efficacité.
- Les ERR et les groupes menés par des femmes sont le pilier des stratégies de survie, mais ils font face au harcèlement, aux arrestations et au manque de ressources.

« La catastrophe humanitaire est fabriquée en grande partie par les limites imposées aux groupes d'action locale et aux organisations internationales que l'on empêche d'offrir une aide utile à quelque échelle que ce soit. »

6. Les dimensions géopolitiques de la guerre

« Ça ne se règlera pas sans une pression diplomatique concertée, non seulement sur les parties elles-mêmes, mais aussi sur leurs soutiens. »

Les panélistes insistent sur le fait que des commanditaires extérieurs prolongent la guerre.

- Les FAS ont le soutien des vestiges de l'ex-régime islamiste, avec l'appui de l'Iran, de la Turquie et du Qatar.
- Les ÉAU soutiennent les FSR et sont partie prenante à la guerre, comme l'a reconnu l'ONU. Dans le cadre de leur rôle dans le [Quad](#), les ÉAU se sont toutefois positionnés comme alliés pour la paix et sont reconnus comme tels par la communauté internationale.

- D'autres acteurs régionaux, dont l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Tchad et la Libye jouent un rôle complexe.

7. Des recommandations clés pour la communauté internationale

« La communauté internationale [y compris le Canada] peut jouer un rôle important dans la reprise des négociations sur l'accès humanitaire et l'apaisement de la crise. Cela dépasse de très loin les capacités des groupes d'action locale ou des ONG internationales sur place. Il faut un engagement au niveau diplomatique et au niveau ministériel. »

Les panélistes conviennent de plusieurs recommandations urgentes pour la communauté internationale :

Pression diplomatique sur les commanditaires extérieurs

- La communauté internationale doit presser tous les États impliqués de mettre fin à la guerre. Il faut mobiliser directement la Turquie, le Qatar, les ÉAU et l'Égypte.
- Les groupes armés au Soudan peuvent s'isoler des pressions extérieures et écouter seulement les parties prenantes qui les appuient directement. Mais d'autres États – dont le Canada – ont un pouvoir d'influence sur ces parties prenantes en raison de leurs liens diplomatiques et commerciaux. Ils doivent miser sur ces liens pour réclamer l'accès à l'aide humanitaire et la prise de responsabilité.
- Les États doivent miser sur leurs relations bilatérales avec l'Arabie saoudite, l'Égypte, les ÉAU, le Qatar, la Turquie, la Libye et le Soudan du Sud pour lier la question du Soudan à l'ensemble des négociations (notamment commerciales) et des engagements politiques.

Accès humanitaire

- Presser les acteurs et acteurs extérieurs d'ouvrir sur-le-champ des couloirs sécurisés vers les villes assiégées, y compris des couloirs aériens entre le Soudan du Sud et Kadugli.
- Presser les ÉAU de forcer les FSR à autoriser l'aide humanitaire dans le Darfour et le Kordofan, à sécuriser les routes et à permettre aux organisations d'intervenir au-delà de Tawila.

Soutien aux interventions humanitaires

- Maintenir et augmenter le financement humanitaire pour le Soudan et privilégier le financement de groupes d'action locale – ERR, groupes menés par les femmes et projets locaux.
- Développer des modèles de soutien flexibles basés sur des aides financières, qui ont démontré leur efficacité pour soutenir les activités directes des groupes d'action locale.

Protection de la population civile

- Stipuler clairement par voie diplomatique que l'utilisation de la famine comme arme de guerre entraînera de graves conséquences, en vertu de la Résolution 2417 des Nations Unies, qui interdit l'utilisation de la famine comme arme de guerre.

- Exiger la prise de responsabilité pour les attaques contre des populations civiles et des groupes humanitaires, et prioriser la protection des femmes et des filles.